

Le Conseil fédéral esquisse une feuille de route pour éviter une pénurie énergétique en Suisse

# OBJECTIF -15% POUR LE GAZ

« BAYRON SCHWYN

**Energie** « Chaque mesure ne vise qu'un objectif essentiel: éviter une pénurie d'énergie qui nous mènerait à des mesures drastiques affectant l'économie et la société », a insisté le ministre de l'Économie Guy Parmelin face à la presse hier. Avec sa collègue Simonetta Sommaruga, en charge de l'Énergie, ils ont présenté les scénarios du pire si le gaz devait manquer cet hiver en Suisse. Pour mettre toutes les chances de son côté, le Conseil fédéral a fixé l'objectif de réduire de 15% la consommation totale de gaz du pays.

Comment? En comptant sur la bonne volonté de tout un chacun, population et entreprises. Les sept Sages espèrent que la demande de gaz diminuera ainsi de 15% d'octobre à fin mars par rapport à la consommation moyenne des cinq dernières années. La période hivernale concentre les trois quarts de la consommation annuelle.

## Pourquoi 15%?

Sur ce point, Berne suit l'Union européenne qui s'est fixé le même objectif. La Suisse est toutefois moins dépendante au gaz que ses voisins. Cette source d'énergie correspond à 15% de la consommation totale de la Suisse, contre 22% dans l'UE, avec des disparités importantes d'un pays à l'autre. Contrairement à l'Allemagne ou l'Italie par exemple, notre pays n'utilise pas cette source d'énergie pour produire sa propre électricité. Elle sert principalement au chauffage – grosso modo deux tiers du total – et à l'industrie.

Problème: la Suisse est complètement dépendante de l'étranger pour le gaz. Elle ne possède ni réserves, ni ressources dans le pays. Des options d'achat – 20% de la consommation hivernale – et des réserves supplémentaires – 15% de la consommation annuelle – ont bien été constituées à l'étranger, mais le Conseil fédéral craint que ces ressources soient indisponibles si des pénuries devaient toucher les pays qui les abritent. Ils pourraient alors privilégier leurs besoins intérieurs – des épisodes de la crise sanitaire l'ont montré.

Cet appel à la réduction sert aussi à montrer la bonne volonté de la Suisse dans une situation très tendue en Europe. Berne est en train de négocier un accord de solidarité avec ses voisins. Ce dernier n'entrerait toutefois en vigueur qu'une fois toutes les autres mesures prises, y compris les rationnements.

## Où économiser?

Il est tôt pour y songer aujourd'hui, mais ce sera avant tout en réduisant le thermostat des chauffages au gaz dès leur mise en service cet automne. Un degré de chauffage en moins permet par exemple d'économiser 5 à 6% d'énergie, a chiffré Guy Parmelin. Diminuer sa consommation d'eau chaude est aussi une piste. Le gaz étant aussi utilisé pour produire l'électricité que la Suisse importe en hiver, le Conseil fédéral appelle également à débrancher les appareils non utilisés. Une campagne d'information suivra la semaine prochaine.

L'Administration fédérale compte par ailleurs montrer l'exemple. Ses sites pourraient être regroupés pour réduire le nombre de locaux à chauffer et le télétravail encouragé. Cantons, villes et communes sont invités à faire de même.

La commutation volontaire des installations biocombustibles du gaz au mazout est aussi encouragée. Certaines entreprises sont en effet équipées de systèmes permettant de passer d'une ressource à une autre. Selon les estimations, cela pourrait permettre



Simonetta Sommaruga et Guy Parmelin sont venus présenter face à la presse les scénarios du pire, si le gaz venait à manquer durant l'hiver. Keystone

des économies maximales de 25% de la consommation totale de gaz.

Comme le mazout émet beaucoup de CO<sub>2</sub>, les entreprises qui commuteraient volontairement pourraient ne plus remplir leurs obligations de réduction d'émissions et ainsi ne plus être exemptées de la taxe sur le CO<sub>2</sub>. Des adaptations à ce sujet sont donc en préparation.

## Si cela ne suffit pas?

Les deux conseillers fédéraux l'ont répété: malgré la préparation du pays, les inconnues sont encore nombreuses et il est impossible d'assurer aujourd'hui que les quantités de gaz suffiront à passer l'hiver. La Russie a déjà réduit drastiquement, voire coupé, ses apports en gaz vers les pays de l'UE et rien n'indique que les choses vont s'améliorer. Les autorités

pourraient donc être forcées de prendre des mesures drastiques.

Un plan en plusieurs étapes prévoit de passer par des appels à réduire la consommation, l'obligation pour les installations bicomcombustibles de passer au fioul, des restrictions et enfin des rationnements. Des températures maximales pourraient ainsi être imposées dans les bâtiments publics et les bureaux. Les logements pourraient aussi être concernés, mais seulement dans une certaine mesure. «Il n'est pas possible d'imposer une température de 16°C dans les appartements», a souligné Guy Parmelin, qui a fait référence à une jurisprudence dans le domaine.

L'utilisation de gaz dans les domaines du sport, des loisirs, du bien-être ou encore sur les terrasses pour-

rait aussi être interdite. Le Vaudois rassure: «Nous n'allons pas devenir un Etat policier et vérifier partout si les mesures sont bien appliquées.»

## Et en dernier recours?

Ultime étape: les rationnements. Tous les consommateurs seraient concernés à l'exception des clients protégés, à savoir les ménages et les services sociaux essentiels comme les hôpitaux ou les services de secours. Défi: des sociétés ne peuvent pas travailler sans gaz, notamment dans la métallurgie, le ciment et les machines. Les entreprises rationnées pourraient toutefois acheter des contingents non utilisés via un pool. Pour l'heure, le Conseil fédéral ne s'est pas penché sur d'éventuelles compensations financières. » ESH MÉDIAS

**«La Suisse ne va pas devenir un Etat policier»**

Guy Parmelin

## LES PARTIS TIRENT TOUS AZIMUTS

### Les partis réagissent en ordre dispersé face aux mesures qu'envisage le Conseil fédéral.

L'UDC en est toujours à chercher des coupables. Et pour elle, pas de doute: «Cette crise est faite maison», écrit son président Marco Chiesa dans un éditorial publié hier sur le site du parti. «Nous ne serions pas dans cette situation catastrophique si la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga avait fait son travail et si sa prédécesseure Doris Leuthard ne nous avait pas raconté des fables.» Et le Tessinois d'insister: «Continuer à faire comme s'il suffisait d'avoir suffisamment de panneaux solaires et d'éoliennes pour éviter la crise, c'est faire preuve de naïveté.»

Vice-président du Centre, Charles Juillard réplique: «La stratégie énergétique 2050 n'est pas la cause de la pé-

nurie d'électricité qui menace, comme l'affirme à tort l'UDC. Cette menace est la conséquence de la guerre en Ukraine.» Le sénateur jurassien tire l'enseignement suivant: «Nous devons réduire nos dépendances dans l'approvisionnement énergétique.»

Son parti salue avec des bémols l'action du Conseil fédéral, qui «agit enfin, mais hésite encore trop», écrit-il dans un communiqué. Parmi les pistes à explorer, selon le Centre, celle que suggère la Fribourgeoise Christine Bulliard-Marbach: «La réduction des débits résiduels aurait l'avantage de pouvoir être mise en œuvre sans coûts supplémentaires et dans un délai très court.» Cela permettrait de conserver davantage d'eau à turbiner dans les lacs de retenue, au détriment de considérations environnementales toutefois.

Sans surprise, les Verts préfèrent explorer d'autres voies. Eux aussi ont

des coupables à désigner: «C'est la politique hésitante du Conseil fédéral et de la majorité bourgeoise, et leur réticence à réaliser des économies d'énergie, qui ont principalement rendu notre approvisionnement énergétique si vulnérable et fragile», écrivent-ils dans leur communiqué.

Pour la Genevoise Delphine Klopfenstein Broggin, «la sécurité d'approvisionnement ne veut pas dire «produire toujours plus» mais «lutter contre le gaspillage d'énergie». A signaler dans ce domaine, une piste originale proposée par les Verts: le lancement d'enchères d'économies d'énergie pour le gaz et l'électricité. «Les gros consommateurs peuvent ainsi s'engager à réaliser des économies de gaz et d'électricité, en échange de quoi ils sont indemnisés par la Confédération», explique le parti.

De son côté, le PLR Jacques Bourgeois soutient les solutions les plus simples privilégiées par le Conseil fédéral: «Baisser le chauffage de 2°C permettrait d'économiser entre 10 et 12% de la consommation de gaz cet hiver.» Plus largement et en prévision des prochains hivers, il faut, selon le Fribourgeois, «booster le développement des énergies renouvelables, qui est beaucoup trop lent».

**Quant à Roger Nordmann**, il salue le plan élaboré pour lutter contre la pénurie de gaz. «En revanche, la situation est encore très confuse en ce qui concerne l'électricité», ajoute le socialiste vaudois. «Or il faut que les acteurs reçoivent les informations suffisamment tôt pour qu'ils puissent s'organiser en prévision de l'hiver afin que puissent être prises les mesures les moins douloureuses.»

PHILIPPE CASTELLA